

Questions orales

● (1430)

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, sauf erreur, Maislin a rempli toutes les conditions, sauf une. La société devait désigner un administrateur qui conviendrait au gouvernement pour siéger au conseil, mais elle ne l'a pas encore fait. En effet, les capitaux injectés provenaient bel et bien de la liquidation du fonds de pension de Gateway aux États-Unis.

LA NATURE DES FONDS D'INVESTISSEMENT

M. Doug Lewis (Simcoe-Nord): Madame le Président, si Gateway Transport appartenait à Maislin, il me semble qu'il serait logique de déduire que tous les biens de Gateway Transport, y compris le droit de liquider la caisse de pension, appartenaient aussi à Maislin. Si Maislin s'est contentée de liquider la caisse de pension, comment peut-on dire qu'il s'agisse de nouveaux capitaux fournis par les actionnaires de Maislin plutôt que le produit de la vente d'un bien appartenant à une filiale de Maislin?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, Maislin s'était engagée à obtenir de nouveaux capitaux. C'est elle qui devait décider comment obtenir cet argent. Cette décision lui appartenait. Je répète que c'est un fonds de pension aux États-Unis et non au Canada qui a été liquidé.

L'APPLICATION DES LIGNES DIRECTRICES AU PRÊT

L'hon. Erik Nielsen (chef de l'opposition): Madame le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre. Lorsque le président du Conseil du Trésor assumait les fonctions qui relèvent maintenant du ministre, il avait également fait appliquer les lignes directrices aux prêts consentis aux producteurs industriels pour les aider à se maintenir à flot de façon que ces directives puissent aussi s'appliquer à des sociétés comme Maislin parce que le gouvernement avait décidé de lui consentir un prêt de 34 millions de dollars. Le ministre suit-il toujours ces lignes directrices élargies afin de pouvoir accéder aux demandes d'autres sociétés comme Maislin?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, le chef de l'opposition pourrait peut-être nous donner plus de détails sur la façon dont les lignes directrices ont été modifiées pour leur donner une application plus vaste. Je ne suis pas au courant de ce qui a été fait aux lignes directrices pour aider l'industrie en question.

LE FINANCEMENT ÉVENTUEL DE MAISLIN

L'hon. Erik Nielsen (chef de l'opposition): Madame le Président, le ministre siégeait à la Chambre en même temps que moi quand le président du Conseil du Trésor actuel a déclaré à

la Chambre que les lignes directrices s'appliqueraient plus largement, de façon à permettre au gouvernement de consentir de tels prêts. Puisque le ministre n'est pas disposé à nous dire exactement s'il continue à suivre les lignes directrices élargies, peut-il faire savoir à la Chambre s'il a été informé que Maislin aurait à nouveau besoin d'argent pour survivre jusqu'en juin prochain et rester viable par la suite?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, le président actuel établira de nouveaux relevés financiers qui seront sans doute prêts avant la fin de mars ou le 1^{er} avril. Pour l'instant, la société ne nous a pas dit si elle aurait besoin de nouveaux capitaux. Mes collègues ne m'ont rien recommandé à cet égard jusqu'ici.

Mme le Président: La parole est au député de Kindersley-Lloydminster.

M. Forrestall: Nous savons qui est bien vu à la Chambre, n'est-ce pas?

Des voix: Bravo!

M. McKnight: C'est une journée exceptionnelle, madame le Président.

ON DEMANDE QUE LA SOCIÉTÉ PRÉSENTE UN PLAN QUINQUENNAL D'ACTIVITÉ

M. Bill McKnight (Kindersley-Lloydminster): Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce qui fait suite à la question du chef de l'opposition. Le ministre a déclaré que tous les critères autorisant le gouvernement à appuyer les garanties du prêt de 34 millions de dollars avaient été satisfaits. Est-ce que le critère prévoyant qu'un plan quinquennal d'activité soit soumis avant le 31 décembre 1982 a été satisfait et, dans l'affirmative, était-il prévu dans ce plan que la société Maislin continuerait de perdre plus de un million de dollars par mois seulement en frais d'exploitation?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Au chou-chou du professeur, comme dirait mon collègue, je répondrai oui, un plan quinquennal a été présenté avant le 31 décembre, mais, lorsque le nouveau président de la société est entré en fonctions, il ne l'a pas trouvé satisfaisant. Il est en train d'en préparer un autre qu'il soumettra à l'approbation des hauts fonctionnaires du gouvernement.

LES PERTES DE LA SOCIÉTÉ

M. Bill McKnight (Kindersley-Lloydminster): Je répète la question, madame le Président. Le plan quinquennal que la société Maislin a soumis au gouvernement, si toutefois elle l'a soumis, prévoyait-il que cette société continuerait de perdre plus de un million de dollars par mois en frais d'exploitation?